



Réponse d'InfraNum à la consultation publique de l'Arcep



**Les modalités d'attribution de la bande 3490 - 3800 MHz en France
métropolitaine (15 juillet 2019)**

4 septembre 2019

La fédération InfraNum souhaite répondre aux trois questions suivantes :

Question n°4. Dans quelle mesure l'impact de la protection du service fixe du satellite sur le déploiement du mobile (et son impact réciproque) dépendent-ils du positionnement relatif en fréquences des réseaux mobiles et des stations terriennes du service fixe ?

Question n°5. Dans le contexte exposé ci-dessus, considérez-vous l'approche de coexistence proposée appropriée ?

Question n°9. Avez-vous d'autres remarques sur le document annexé ?

Question n°4. Dans quelle mesure l'impact de la protection du service fixe du satellite sur le déploiement du mobile (et son impact réciproque) dépendent-ils du positionnement relatif en fréquences des réseaux mobiles et des stations terriennes du service fixe ?

Question n°5. Dans le contexte exposé ci-dessus, considérez-vous l'approche de coexistence proposée appropriée ?

InfraNum appelle l'ARCEP à la plus grande vigilance envers les services fixes par satellite dans la bande 3800-4200 MHz en France. Dans cette bande, les services satellitaires sont utilisés pour des télécommunications sécurisées (opérations de secours, trafic maritime, sécurité intérieure) du fait de leur très grande fiabilité. Les services satellitaires en bande C sont également utilisés dans le monde pour connecter des dizaines de millions de personnes à la télévision ainsi qu'à internet dans les zones reculées, et pour des réseaux d'entreprises et d'infrastructure des réseaux mobiles. En France, elle est principalement utilisée dans des hubs et téléports comme nœuds de réseaux internationaux notamment entre la France et l'Afrique (téléport de Rambouillet de l'opérateur Eutelsat par ex.), mais également pour des sites d'utilisateurs.

Il est également important de rappeler que depuis la décision de la Commission européenne du 30 mars 2007, l'ARCEP a réaménagé les fréquences excluant progressivement les opérations satellitaires de l'ensemble de la bande 3400-3800 Mhz, notamment en ne renouvelant aucune licence pour les stations terriennes recevant dans cette bande. Aussi, il est aujourd'hui essentiel de garantir la protection en bande adjacente des services satellitaires opérant dans la bande 3800-4200 MHz.

InfraNum demande à l'ARCEP de s'assurer que toute décision prise pour le déploiement des réseaux mobiles dans la bande 3400-3800 MHz garantisse la protection des réseaux fixes par satellite dans la bande 3800-4200 MHz et permette les développements futurs. L'ensemble de la bande 3800-4200 MHz doit pouvoir être exploitable pour les opérations satellitaires.

Question n°9. Avez-vous d'autres remarques sur le document annexé ?

InfraNum souhaite réagir au paragraphe I.4.7 du document 1 qui concerne plus particulièrement l'attribution de fréquences 5G en mode fixe. D'après le projet de décision, à l'expiration des licences THD radio en 2026, l'ARCEP souhaite obliger les opérateurs mobiles à fournir un service fixe via la 5G, en lieu et place de l'écosystème des opérateurs THD radio qui fournissait ce service jusque-là.

InfraNum a bien noté que la Commission Européenne avait identifié la bande 3,4-3,8 GHz pour la 5G, et que l'ARCEP cherchait à libérer le maximum de fréquences pour la 5G dans ce cadre.

Toutefois, étant donnés les objectifs 2025 de la Commission Européenne, du Gouvernement et de l'ARCEP en matière de déploiements, il apparaît qu'à cette date la 5G devrait être en service uniquement dans les grandes villes et le long des axes de transport prioritaires. A l'inverse, la couverture des zones rurales, qui sont précisément l'objet des projets THD radio aujourd'hui, n'ont aucun sens technico-économique pour les opérateurs mobiles en 5G dans la bande 3,4-3,8 GHz, en particulier dès 2026.

InfraNum a bien noté que le Gouvernement et l'ARCEP affichaient l'aménagement du territoire comme objectif premier dans le cadre de la 5G : *« au-delà de la désaturation des réseaux mobiles dans les zones les plus denses, le développement des services 5G devra bénéficier à tous les territoires »*.

Concernant la faisabilité même du projet de reprise du service fixe par les opérateurs mobiles, que nous découvrons à travers cette consultation, et au vu des éléments technico-économiques qui précèdent, il paraît prématuré de conclure qu'en 2026 les opérateurs mobiles seraient en mesure de prendre le relais du THD radio. Il pourrait à l'inverse s'avérer nécessaire de prolonger les licences THD radio en 2026, du fait de la carence de solutions alternatives. Nous souhaitons souligner que dans le cadre de la neutralité technologique de la bande de fréquences 3,4-3,8 GHz et de son harmonisation par la CEPT et la Commission Européenne, les opérateurs THD radio pourront faire évoluer leurs réseaux en intégrant les différentes innovations technologiques, comme la 5G.

Par ailleurs, concernant le mécanisme de marché proposé par l'ARCEP, qui consiste à substituer les opérateurs mobiles aux opérateurs THD radio en tant qu'offres de gros pour mettre à disposition en 2026 des offres fixes en 5G, InfraNum est extrêmement surprise et constate plusieurs failles :

- Remettre l'aménagement du territoire entre les mains des opérateurs mobiles.
- Retirer la possibilité pour les collectivités de nouer ou de pérenniser des partenariats public-privé pour les obliger à négocier avec les opérateurs mobiles exclusivement. Les arbitrages de ces derniers seront, de manière naturelle, moins portés sur l'intérêt général que ceux de l'ARCEP.
- Menacer l'écosystème social et industriel du THD radio, qui œuvre pourtant main dans la main avec les collectivités depuis 15 ans dans un but d'aménagement du territoire.
- En cas de migration forcée vers un opérateur mobile, le client final devrait assumer le coût d'une nouvelle installation compatible.

L'Arcep pourrait s'interroger, dans le cadre de la révision de son projet de décision, sur :

- L'opportunité de stopper net un écosystème qui fonctionne au profit d'un autre qui ne sera peut-être pas au rendez-vous à l'heure, et en tout état de cause sans bénéfice additionnel pour le consommateur puisque les obligations envisagées pour la 5G en 2026 sont exactement les mêmes que celles demandées pour le THD radio en... 2017. Pour fournir le même service que le THD radio au-delà de 2026, il paraît plus simple de prolonger les licences idoines.
- La meilleure manière d'assurer la continuité de service pour les consommateurs dans ces zones, voire même de provoquer une amélioration de l'expérience client. A ce titre, défaire ce qui marche et évolue positivement nous semble peu efficace. De même, il est important de rappeler que les délégataires des opérateurs de THD radio sont les collectivités locales. Ce sont ces dernières qui ont choisi d'investir dans la technologie radio pour proposer un service public d'accès à internet fixe. Dans le cas où le besoin de fournir un service fixe avec de la radio au-delà de 2026 serait avéré, InfraNum suggère là aussi de prolonger ou renouveler les licences THD radio.
- La manière d'éviter de tuer un écosystème qui marche, avec des centaines de pertes d'emploi à la clef.

InfraNum pense qu'il est non seulement trop tôt pour que l'ARCEP conclue dès 2019, mais qu'il n'y a au contraire aucune urgence à trancher quant à la prolongation des licences THD radio. L'Autorité le reconnaît d'ailleurs indirectement puisque le projet de décision indique que l'ARCEP fera un bilan à compter du 1^{er} juillet 2023.

Pour toutes ces raisons, InfraNum invite l'ARCEP à supprimer cette clause de son projet de décision pour l'instant, et à remettre son analyse quant à la couverture radio des zones rurales en matière d'internet fixe à 2023.